

Règlement de consultation

AOO n°2025-2511067001

**PRESTATION D'APPUI
À LA GESTION DES CAMPAGNES RTC,
RSU, Campagnes Financières et Tableau de
bord de la performance des ESMS**

**Date limite de remise des offres : 26 janvier 2026 à 12h00 (heure
de Paris)**

Sommaire

1. Dispositions générales	4
1.1. <u>Objet de la consultation</u>	4
1.2. <u>Décomposition en lots ou en tranches</u>	4
1.3. <u>Durée des marchés</u>	4
1.4. <u>Forme des marchés</u>	5
2. Déroulement de la procédure	5
2.1. <u>Procédure</u>	5
2.2. <u>Variantes</u>	5
2.3. <u>Avenants et prestations complémentaires</u>	5
2.4. <u>Forme juridique des groupements</u>	5
2.5. <u>Cautionnement et garanties exigées</u>	5
2.6. <u>Sous-traitance</u>	6
3. Dossier de consultation	6
3.1. <u>Composition du dossier de consultation</u>	6
3.2. <u>Modalités d' obtention du dossier de consultation : Retrait électronique du dossier de consultation</u>	7
3.3. <u>Modification de détails du dossier de consultation</u>	7
4. Contenu des offres	7
4.1. <u>Contenu du dossier de consultation</u>	7
4.2. <u>Contenu du dossier d' offre</u>	8
5. Transmission des candidatures et des offres	9
5.1. <u>Remise des plis par voie électronique</u>	10
5.1.1. Site pour dépôt des offres	10
5.1.2. La signature des documents	11
5.1.3. Références horaires utilisées	12
5.1.4. Accès au réseau et signature	12
5.2. <u>Remise d' une copie de sauvegarde</u>	12
6. Jugement des candidatures et des offres	13
6.1. <u>Candidatures</u>	13
6.2. <u>Offres</u>	14
6.3. <u>Négociation</u>	16
6.4. <u>Choix de l' attributaire</u>	16
6.5. <u>Déclaration de sans suite</u>	17
7. Visites	17

8. Lieu d' exécution	17
9. Durée de validité des offres	17
10. Modalités de financement et de paiement	17
11. Avance et acomptes	18
12. Renseignements complémentaires	18

1. Dispositions générales

1.1. Objet de la consultation

L'objet de la présente consultation porte sur la passation de marchés publics relatifs à l'accompagnement de l'ATIH dans le pilotage, la coordination et le support auprès des utilisateurs dans le cadre des campagnes :

- Du Retraitement comptable,
- Du Rapport Social Unique,
- Des Campagnes financières,
- Du Tableau de bord de la performance dans le secteur médico-social.

Le détail des prestations à exécuter figure dans le cahier des clauses techniques particulières commun aux lots (CCTPC)

1.2. Décomposition en lots ou en tranches

Les prestations ne font pas l'objet de décomposition en tranches.

Les prestations font l'objet d'un allotissement :

- lot n°1 : Prestation d'appui à la gestion du Retraitement comptable (RTC) : appui de premier niveau au support méthodologique auprès des établissements publics et privés ex-DG/DAF,
- lot n°2 : Prestation d'appui à la gestion des campagnes Rapport Social Unique (RSU) : appui de premier niveau au support méthodologique auprès des établissements et services relevant de la Fonction publique hospitalière,
- lot n°3 : Prestation d'appui à la gestion des Campagnes financières (CF) : appui de premier niveau au support méthodologique auprès des établissements participants,
- lot n°4 : Prestation d'appui à la gestion du Tableau de bord de la performance dans le secteur médico-social (TdB MS), appui de premier niveau au support méthodologique auprès des instances de gouvernance du TdB MS.

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un marché public séparé.

Les candidats peuvent soumissionner à l'ensemble des lots.

Les conditions d'attribution des lots à un même candidat sont précisées à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent règlement (Choix de l'attributaire)

1.3. Durée des marchés

Chaque marché est conclu pour une **durée initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification.**

Chaque marché pourra être reconduit tacitement **deux fois pour une période de 12 mois.**

Les modalités de reconduction sont précisées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières Commun (CCAPC) à l'ensemble des lots.

La date de notification prévisionnelle des marchés est fixée au 31 mars 2026.

1.4. Forme des marchés

Les prestations font l'objet de marchés publics conclus chacun sous la forme ordinaire.

2. Déroutement de la procédure

2.1. Procédure

Chaque marché est conclu après mise en œuvre d'une procédure d'appel d'offres ouvert, au sens des articles L2124-1 et R2124-1, ainsi que L2124-2 et R2124-2 1° du code de la commande publique.

Un avis de marché a été publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics et au Journal Officiel de l'Union Européenne.

2.2. Variantes

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Dans le cadre de la présente consultation, l'ATIH n'impose pas de variante.

2.3. Avenants et prestations complémentaires

Les marchés pourront être modifiés dans les conditions prévues aux articles L2194-1, L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique. Les modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant au marché.

Un ou plusieurs marchés complémentaires ayant pour objet des prestations similaires pourront être conclus avec le titulaire du marché initial dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

2.4. Forme juridique des groupements

Les offres peuvent être présentées par un seul candidat ou par un groupement d'opérateurs économiques.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'ATIH n'impose pas de forme particulière au groupement. Ce dernier pourra être solidaire ou conjoint avec un mandataire clairement identifié. En cas de groupement conjoint, le mandataire devra impérativement être solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'ATIH.

Le candidat ne pourra présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

2.5. Cautionnement et garanties exigées

Sans objet.

2.6. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de l'ATIH l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement en application de l'article L2193-5 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire de chaque marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Conformément aux articles L2193-5 et R2193-1 du code de la commande publique, pour chaque sous-traitant présenté au moment de la remise de l'offre, le candidat devra produire une déclaration spéciale (formulaire DC4 - déclaration de sous-traitance ou équivalent), les capacités économiques, techniques et financières du sous-traitant ainsi qu'une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas dans l'un des cas d'exclusion mentionnés par les dispositions législatives des [sections 1 et 2](#) du chapitre 1er du titre IV du code de la commande publique.

Le candidat peut demander la prise en compte des capacités d'autres opérateurs économiques. Il doit alors justifier des capacités de ce ou ces opérateurs (même justificatifs professionnels, techniques ou financiers à fournir que ceux exigés pour les candidats) et produire un engagement écrit de l'opérateur justifiant que le candidat disposera de ces capacités pour l'exécution du marché. A ce titre, l'opérateur devra fournir les justificatifs exigés aux points 1), 2), 4), 5) et 6) visés à l'article 4.1 du présent règlement de consultation.

L'acceptation et l'agrément des conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions définies à l'article L2193-5 du code de la commande publique.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie du marché dont il assure l'exécution est obligatoire lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à **600 € TTC**.

3. Dossier de consultation

3.1. Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est composé du présent règlement de la consultation ainsi que des pièces suivantes :

- **PIECES COMMUNES A L'ENSEMBLE DES LOTS :**
 - le Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à l'ensemble des lots (CCAPC) et son annexe ;
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à l'ensemble des lots (CCTPC) ;
 - l'avis de marché ;

- **PIECES PROPRES A CHAQUE LOT :**
 - un cadre d'Acte d'engagement (AE) ;
 - une trame de Bordeau des Prix Unitaires (BPU) ;
 - une trame de Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ;

Les originaux conservés dans les archives de l'ATIH font, seuls, foi.

3.2. Modalités d'obtention du dossier de consultation : Retrait électronique du dossier de consultation

Les candidats peuvent télécharger le DCE, disponible dans son intégralité jusqu'à la date limite de remise des offres, **UNIQUEMENT** sur son profil acheteur à l'adresse internet suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2908167&orgAcronyme=h8j>

3.3. Modification de détails du dossier de consultation

L'ATIH se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation **6 jours au plus tard** avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

4. Contenu des offres

ATTENTION : Par le seul fait de participer à la présente consultation, le candidat s'engage à :

- exécuter le marché dans les conditions prévues dans le DCE et celles proposées dans son offre, que celle-ci soit signée ou non ;
- à signer ledit marché, sans pouvoir se désister s'il était retenu à l'issue de la procédure.

4.1. Contenu du dossier de consultation

Chacun des documents demandés ci-dessous ainsi que tous les renseignements qu'ils requièrent sont indispensables à l'examen des candidatures. A l'ouverture des plis et durant toute la phase d'analyse des offres, si certains des documents demandés sont absents ou incomplets, l'ATIH pourra demander par voie électronique à l'ensemble des candidats de les produire ou de les compléter dans un délai maximum de **6 jours à compter de la réception de sa demande** (article R2144-2 du code de la commande publique).

Le dossier de candidature contiendra l'ensemble des pièces administratives suivantes, conformément aux dispositions de l'article R2343-3 du code de la commande publique.

- 1) une déclaration sur l'honneur (ou équivalent*)** signée par la personne habilitée par laquelle le candidat individuel ou chaque membre du groupement déclare sur l'honneur :
 - a) n'entrer dans aucun des cas d'exclusion mentionnés par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre 1er du titre IV du code de la commande publique.**
 - b) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.**

*Les candidats peuvent également compléter la section 2.6 de l'acte d'engagement relative à « la déclaration sur l'honneur du candidat ».

En cas d'attribution du marché, la déclaration sur l'honneur devra être signée de manière électronique par le responsable légal ou par toute personne habilitée à cet effet.

- 2) pour les groupements, **la justification que le mandataire est habilité à engager le groupement**. Ce document devra préciser l'étendue du pouvoir, l'objet du marché et le nom du mandataire.
- 3) **Au titre de la capacité technique du candidat :**
 - **une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat des trois dernières années** (DC2 ou équivalent) ;
- 4) **Au titre de la capacité économique et financière du candidat :**
 - **une déclaration indiquant le dernier chiffre d'affaires global connu sur les trois dernières années d'exercice disponibles** (DC2 ou équivalent) ;
- 5) **Au titre de la capacité professionnelle du candidat :**
 - **une liste des principaux services fournis, en lien avec l'objet de la présente consultation, au cours des trois (3) dernières années indiquant la date et le nom de l'opérateur économique public ou privé pour le compte duquel les prestations ont été exécutées** (DC2 ou équivalent).

Pour toute pièce demandée, l'ATIH accepte un document équivalent. Chacun de ces documents doit être rédigé ou traduit en langue française.

Le candidat peut demander la prise en compte des capacités d'autres opérateurs économiques. Il doit alors justifier des capacités de ce ou ces opérateurs (même justificatifs professionnels, techniques ou financiers à fournir que ceux exigés pour les candidats) et produire un engagement écrit de l'opérateur justifiant que le candidat disposera de ces capacités pour l'exécution du marché. A ce titre, l'opérateur devra fournir les justificatifs exigés aux points 1), 3), 4), 5) visés ci-dessus.

De la même manière, en cas de groupement d'entreprises ou de déclaration d'un sous-traitant au moment du dépôt de l'offre, les justificatifs exigés aux points 1) à 5) ci-dessus doivent être produits par chaque membre du groupement ou pour chaque sous-traitant.

Conformément à l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnés ci-dessus que l'ATIH peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

De même, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis à l'ATIH dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Pour éviter la discrimination entre candidats du fait d'informations préalables, les personnes ayant participé à l'élaboration ou à l'organisation de la consultation, ainsi que leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs ne peuvent être candidats ni sous-traitants de candidats, sauf s'ils font la preuve, lors de leur soumission au présent marché public, que l'expérience acquise n'a pas pu fausser la concurrence.

4.2. Contenu du dossier d'offre

ATTENTION : les documents contenus dans l'offre permettent de juger et de noter l'offre.

Tous les documents ci-après énumérés doivent être présents dans l'offre du candidat.

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de renseigner **IMPÉRATIVEMENT** la totalité des champs de l'acte d'engagement et du BPU.

Si le candidat souhaite soumissionner pour plusieurs lots, il est tenu de remettre une offre complète pour chaque lot, à savoir :

- 1) **L'acte d'engagement du lot concerné** dûment daté et complété mais **NON SIGNÉ** ;
Le candidat déclaré attributaire sera invité à faire signer électroniquement l'acte d'engagement par la personne habilitée à engager sa société.

L'acte d'engagement portera acceptation sans restriction ni modification des documents de la consultation remis aux candidats.

- 2) **Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du lot concerné** dûment complété par le candidat.
- 3) **Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du lot concerné** dûment complété par le candidat.
- 4) **Une note méthodologique** du candidat pour le lot concerné démontrant en quoi l'offre du candidat répond aux besoins et exigences indiqués dans le CCTPC et présentant à minima les points suivants :

- ✓ compréhension et intégration des exigences de l'étude du lot concerné
- ✓ méthode et toutes propositions utiles pour la bonne exécution des prestations
- ✓ livrables proposés pour le suivi des prestations
- ✓ organisation proposée et mode de gestion de la relation avec les utilisateurs ciblés dans le cahier des charges et l'ATIH
- ✓ équipe proposée pour exécuter les prestations avec précisions concernant le profil des intervenants (formation, expérience professionnelle...)
- ✓ savoir-faire tiré de l'expérience dans le secteur d'activité du lot concerné et dans la réalisation de prestations de support ou de prestations similaires

Les candidats sont informés qu'une offre présentant une note méthodologique trop généraliste, c'est-à-dire non personnalisée à l'objet du marché et aux besoins exprimés dans le CCTPC, pourra être pénalisée lors de l'analyse des offres.

- 5) Pour les candidats soumissionnant simultanément à tous les lots : **un courrier indiquant l'ordre de préférence du candidat concernant l'attribution des lots dans le cas où son offre arriverait première pour les 4 lots.**

L'absence de remise de ce document dans l'offre n'est pas une cause d'irrégularité des offres remises par le candidat.

Les autres documents du dossier de consultation qui sont à accepter sans modifications ni réserves ne sont pas à rendre avec l'offre.

5. Transmission des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres des candidats sont adressées **obligatoirement par voie électronique.**

L'ATIH déconseille fortement aux candidats d'attendre le dernier jour de la consultation pour déposer leur pli.

L'ATIH ne saurait être tenue pour responsable en cas de dépôt tardif d'un pli.

5.1. Remise des plis par voie électronique

Conformément à l'article L2132-2 du code de la commande publique, les candidatures et les offres doivent être transmises à l'ATIH par voie électronique.

L'ATIH déconseille fortement d'entreprendre le dépôt de l'offre au dernier moment et se dégage de toute responsabilité si l'offre n'a pu être remise avant la date et heure limites figurant sur la page de garde du présent document.

Le candidat est informé que :

- **Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'ATIH ne sera pas ouvert.** Ce document est alors réputé n'avoir jamais été reçu et entraînera l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.
- Le mode de transmission sécurisé choisi par le candidat doit permettre à l'ATIH d'ouvrir les pièces transmises sans le concours du candidat, c'est-à-dire sans une intervention personnelle du soumissionnaire.
- **l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature électronique du représentant de l'acheteur public de l'ATIH.** A ce titre, le candidat est invité à ne pas verrouiller l'acte d'engagement.

5.1.1. Site pour dépôt des offres

Le site Internet pour le dépôt des offres est le suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2908167&orgAcronyme=h8j>

Tout dépôt sur un autre site ou par courriel sera nul et non avenu.

Répondre en ligne nécessite :

- l'installation des pré-requis techniques (disponibles sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>) ;
- un certificat de signature électronique.

Pour toute demande d'assistance technique, question ou tout problème rencontré, le candidat peut contacter le service d'assistance en ligne en cliquant sur le module « Aide » puis « Assistance » ou via la « languette Assistance » du site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Le candidat devra alors suivre la procédure qui est décrite sur le site pour avoir recours à l'assistance téléphonique.

Pour une meilleure lisibilité du dossier transmis par le candidat, il est conseillé de procéder à l'enregistrement des fichiers informatisés sur le site de dépôt des candidatures et des offres de la manière suivante :

- **Dossier de candidature**

Il contiendra les pièces demandées à l'article 4.1 du présent règlement de la consultation.

Le candidat procède à l'enregistrement de chaque pièce de la manière suivante :

nom de la pièce (DUME, DC1, DC2, attestations sur l'honneur, ...).extension

▪ Pièces constitutives de l'offre

Il contiendra les pièces demandées à l'article 4.2 du présent règlement de la consultation.

Le candidat procède à l'enregistrement de chaque pièce de la manière suivante :

nom de la pièce (Acte d'engagement, ...).extension

Le candidat devra transmettre des fichiers établis selon un des formats suivants :

- fichiers liés à des logiciels bureautiques : Office 2019 (word, Excel, Powerpoint) au format natif ;
- format d'impression : Adobe Acrobat Reader 4 (fichiers.pdf) ;
- format de compression : fichiers.zip ;
- format pour les fichiers image : TIFF, JPG, BMP, PSD (Photoshop version inférieure ou égale à la version 7).

Liste des extensions admises : .doc, .docx, .xls, .ppt, .pdf, .bmp, .tif (ou .tiff), .jpg (ou .jpeg), .psd, .rtf.

Dans l'hypothèse où le candidat transmet un document numérisé à partir d'un support papier, il s'assure que la définition de la numérisation est suffisante pour garantir la lisibilité.

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe » ;
- ne pas utiliser certains outils notamment les « macros ».

5.1.2. La signature des documents

Les documents nécessitant une signature électronique doivent être transmis dans les conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil.

Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés de manière électronique dans les conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Il est recommandé d'utiliser les outils conseillés par la plate-forme de dématérialisation www.marchés-publics.gouv.fr (applet de signature, certificat émis par une autorité de certification reconnue).

Dans le cas contraire, le signataire utilise l'outil de signature de son choix, sous réserve de fournir gratuitement les moyens nécessaires à la vérification de cette signature et de son certificat. L'arrêté autorise l'usage d'un parapheur électronique facilitant la signature multiple ou la signature en dehors de la plate-forme de l'acheteur public. Il est recommandé dans cette hypothèse d'utiliser un certificat figurant dans la liste des certificats approuvés en France ou au niveau européen.

Les documents d'origine extérieure à la société devront être scannés avec une définition suffisante pour en garantir la lisibilité, puis signés électroniquement par un représentant de la société.

La signature individuelle de chaque document par une ou plusieurs personnes agréées par leur société est indispensable. **Attention, un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. De plus, une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.**

L'attention du candidat est attirée sur le délai nécessaire à l'obtention d'un certificat de signature si ce dernier n'en possède pas déjà un.

5.1.3. Références horaires utilisées

La transmission des documents fait l'objet d'un accusé de réception électronique. La date et l'heure qui sont utilisées par le dispositif de l'horodatage proviennent du site de dépôt.

Le candidat accepte explicitement l'horodatage proposé ou devra renoncer à déposer son pli par voie électronique.

L'ATIH ne pourra être tenue responsable des dommages, troubles, directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage lié au fonctionnement du site utilisé dans le cadre de la dématérialisation des procédures.

5.1.4. Accès au réseau et signature

Il est rappelé que les candidats ne supportent aucun frais autre que ceux liés à l'accès au réseau et à l'obtention de la signature électronique.

5.2. Remise d'une copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde est une copie des données fournies sur un support distinct et distant de l'ordinateur porteur des données. Cette copie est effectuée pour mettre un exemplaire des données en sécurité.

Il s'agit d'une copie des dossiers électroniques des candidatures et des offres, destinées à se substituer, en cas d'anomalies limitativement énumérées dans l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, aux dossiers des candidatures et des offres transmis par voie électronique.

Le candidat est autorisé à transmettre une copie de sauvegarde de sa candidature et de son offre remises par voie électronique, et ce, dans les conditions figurant ci-après, **au plus tard au jour et à l'heure figurant sur la page de garde du présent règlement.**

Cet envoi portera impérativement la **mention « copie de sauvegarde »** et ne sera ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 susvisé.

Le candidat devra faire parvenir sa copie de sauvegarde dans une enveloppe cachetée contenant l'ensemble des pièces de la candidature et de l'offre visées respectivement aux articles 4.1 et 4.2 du présent document.

Cet envoi peut se faire soit sur un support électronique (CD-Rom, DVD-ROM, clé USB), soit sur un support papier.

Les documents contenus dans la copie de sauvegarde du candidat sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis dans son offre remise par voie électronique : ils doivent être signés si la signature est requise. Si le support physique choisi par le candidat est le support papier, la signature devra être manuscrite (signature manuscrite originale impérative – signature scannée non-autorisée). Si le support physique choisi est électronique, la signature devra être électronique répondant aux exigences figurant à l'article 5.1.2 du présent règlement. Dans ce dernier cas, la signature électronique est apposée sur tous les documents électroniques pour lesquels une signature est exigée et les formats des fichiers sont ceux visés à l'article 5.1.1 ci-avant.

Pour permettre une bonne identification de la copie de sauvegarde, l'enveloppe cachetée portera les mentions suivantes :

<p>AOO n°2025-2511067001 « NE PAS OUVRIR » LOT N°... COPIE DE SAUVEGARDE NOM DU CANDIDAT AGENCE TECHNIQUE DE L'INFORMATION SUR L'HOSPITALISATION Pôle affaires juridiques et marchés publics 117, boulevard Marius Vivier Merle 69329 Lyon Cedex 03</p>
--

La copie de sauvegarde devra parvenir **en recommandé avec accusé de réception** ou être remise contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus, **avant la date et l'heure limites mentionnées sur la page de garde du présent document.**

Les heures autorisées de dépôt des plis sont :

9h30-12h & 14h-17h du lundi au vendredi
Bureau BV4 ou BR6 ou à défaut l'Accueil situés au **2^{ème} étage**

La transmission par télécopie ou courriel est interdite.

Tout document contenant un virus informatique ou un programme malveillant fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aucune réparation ne sera effectuée. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

6. Jugement des candidatures et des offres

6.1. Candidatures

Les cas suivants conduiront à l'élimination des candidatures pour non-conformité :

- pli arrivé postérieurement à la date et à l'heure limite de remise des plis ou pli ne garantissant pas la confidentialité de la candidature ou de l'offre ;
- impossibilité d'identification de l'affaire à laquelle le pli est destiné sans prise de connaissance du contenu de la candidature et de l'offre ;
- absence de fourniture d'un des documents demandés à l'article 4.1.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en application de l'article R2144-2 du code de la commande publique, l'ATIH dispose de la possibilité de ne pas réclamer les pièces absentes ou incomplètes du dossier de candidature et de rejeter celle-ci en l'état.

L'analyse des candidatures sera faite, à tout moment de la procédure et avant l'attribution du ou des marché(s) public(s), selon les dispositions de l'article R2144-3 du code de la commande publique au regard des éléments fournis par les candidats. L'ATIH se réserve la possibilité de demander aux candidats d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

L'ATIH pourra vérifier la qualité des références professionnelles présentées à l'appui des candidatures.

6.2. Offres

Les offres irrégulières, inacceptables, inappropriées et anormalement basses sont éliminées.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale. Il s'agit notamment des cas suivants :

- l'absence de fourniture d'une des pièces demandées à l'article 4.2. ;
- le non-respect des exigences du CCAPC et/ou du CCTPC ;
- la modification de l'acte d'engagement et/ou du Bordereau des prix unitaires (hors zones à compléter) ;
- l'incomplétude de l'acte d'engagement et/ou du Bordereau des prix unitaires.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis par l'ATIH avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'ATIH formulés dans les documents de consultation.

En l'absence d'éléments répondant aux questions sur lesquelles l'ATIH souhaite avoir des précisions pour comprendre et juger l'offre du candidat, l'offre sera déclarée irrégulière ne pouvant être analysée au regard des autres critères que le prix.

Conformément aux articles L2152-1 et L2152-6 du code de la commande publique, les offres régulières, acceptables, appropriées et qui n'apparaissent pas anormalement basses sont jugées et classées selon les critères suivants pondérés ci-dessous qui détermineront le choix final :

Critères de jugement des offres communs à l'ensemble des lots	Poids	Note pondérée éliminatoire
<ul style="list-style-type: none">• Prix des prestations	35%	Non concerné
<ul style="list-style-type: none">• Valeur technique de l'offre dont la note est obtenue par l'appréciation des points suivants chacun noté sur 10 :<ul style="list-style-type: none">○ Sous-critère 1 : compréhension et intégration des exigences de l'étude, qualité et pertinence des propositions (50%)○ Sous-critère 2 : organisation et gestion de la relation avec les utilisateurs et avec l'ATIH (50%)	35%	Inférieure à 1,75
<ul style="list-style-type: none">• Appréciation des moyens humains affectés à la réalisation des prestations dont la note est obtenue par l'appréciation des points suivants chacun noté sur 10 :<ul style="list-style-type: none">○ Sous-critères 1 : qualité des profils des intervenants proposés pour exécuter les prestations et dimensionnement de l'équipe (50%)○ Sous-critère 2 : savoir-faire tiré de l'expérience dans le secteur d'activité et dans la réalisation de prestations de support ou de prestations similaires (50%)	30%	Inférieure à 1,5

L'analyse de l'offre sera faite de la manière suivante :

Après élimination des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses, chaque offre sera notée sur la base des informations fournies dans les dossiers des candidats.

Une note globale sur 10 sera déterminée pour chacune des offres, l'offre obtenant la meilleure note sera classée première.

L'ATIH se réserve le droit de se faire préciser par les candidats, après remise de leur offre, les points techniques ou financiers qu'il lui semblerait nécessaire de détailler.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, l'ATIH dispose de la possibilité de ne pas demander de précision concernant la teneur des offres et ainsi de les rejeter en l'état le cas échéant.

A l'issue de l'analyse des offres, l'offre la mieux classée est retenue.

En cas d'égalité de notes globales, l'offre la moins-disante sera retenue.

- **Pour les critères « valeur technique de l'offre » et « Appréciation des moyens humains affectés à la réalisation des prestations » :**

Les offres recevront une note de 0 à 10 qui sera ensuite pondérée en fonction du poids du critère indiqué en % dans le tableau ci-dessus.

L'appréciation se fera sur l'analyse des documents expressément demandés à l'article 4.2 du présent document notamment la note méthodologique.

Si une offre obtient, pour l'un de ces critères de jugement, une note pondérée inférieure à la note indiquée dans le tableau ci-dessus, cette offre sera éliminée. En conséquence, cette offre ne sera ni analysée au regard du prix ni classée.

- **Pour le critère « Prix des prestations » :**

Le montant servant à l'analyse des offres est le montant total estimé en euros HT du marché sur la durée totale (reconductions comprises) indiqué dans le DQE remis par le candidat dans son offre. Ce montant correspond à l'application des prix unitaires proposés par le candidat dans son BPU aux quantités estimatives indiquées dans le DQE du lot concerné.

Le montant total estimé du DQE servira uniquement à l'analyse des offres. Les quantités du DQE sont estimatives et n'ont pas de valeur contractuelle.

En cas de discordance entre les prix figurant dans le BPU et ceux du DQE, seuls seront pris en compte, lors de l'analyse de l'offre, les prix du BPU constituant une pièce contractuelle du marché. En cas d'erreur de multiplication, d'addition ou de report, pouvant avoir une incidence sur le montant de l'offre du candidat, ces erreurs seront rectifiées avant le jugement de l'offre.

La note de chaque sous-critère « Prix » sera obtenue par application de la formule suivante :

$$10 - (5 \times \text{montant l'offre considérée} / \text{montant de l'offre moyenne})$$

Si la note du candidat est inférieure à zéro, celle-ci sera automatiquement ramenée à zéro.

Le montant de l'offre moyenne est obtenu par la somme des offres déclarées régulières et non éliminées divisée par le nombre d'offres régulières et non éliminées.

Les offres recevront une note de 0 à 10 qui sera ensuite pondérée en fonction du poids du critère indiqué en % dans le tableau ci-dessus.

6.3. Négociation

Aucune négociation n'est prévue dans le cadre de la présente procédure.

Toutefois, conformément à l'article R2152-2 du code de la commande publique, l'ATIH peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser leur offre irrégulière dans un délai qu'elle leur communiquera par écrit, sous réserves que l'offre ne soit pas anormalement basse.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'ATIH dispose de la possibilité de ne pas demander de régulariser les offres et ainsi de les rejeter en l'état.

En cas de demande de régularisation d'une offre irrégulière, cette régularisation ne peut pas avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre. Il ne s'agit pas d'une nouvelle offre.

6.4. Choix de l'attributaire

Clause limitative pour l'attribution des lots :

Concernant l'attribution des lots, l'attention des candidats est portée sur le fait que, s'ils peuvent soumissionner pour tous les lots de la présente consultation, **un même candidat ne pourra être déclaré attributaire de plus de trois (3) lots de la consultation.**

Autrement dit, un même candidat ne pourra être déclaré attributaire simultanément des lots n°1, n°2, n°3 et n°4.

Aussi, les candidats souhaitant déposer une offre pour tous les lots devront remettre un document indiquant leur ordre de préférence entre ces 4 lots en cas d'attribution. Le lot figurant en dernier dans l'ordre de priorité indiqué par le candidat sera ainsi attribué, de fait, au candidat dont l'offre aura été classée 2^{ème} pour le lot concerné.

Attribution :

A l'issue de l'analyse des offres, l'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les documents justificatifs qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner à un marché public dans les conditions prévues aux articles L2141-1 à L2141-6 du code de la commande publique.

A ce titre, conformément aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique, le candidat attributaire pourra fournir :

- une déclaration sur l'honneur, signée électroniquement par le responsable légal ou par toute personne dûment habilitée, indiquant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du code de la commande publique ;
- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents en matière fiscale et sociale ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- la production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis ou un extrait D1.

En l'absence de ces documents valides dans le pli transmis le candidat attributaire ou sur son espace dédié sur la plateforme de dématérialisation PLACE permettant le dépôt d'attestations et certificats, un courrier lui sera envoyé. A compter de la notification de ce courrier, l'attributaire

disposera d'un délai maximum de 6 jours pour fournir les attestations et certificats demandés dans le courriel.

Par ailleurs, le candidat attributaire du marché sera invité à transmettre son acte d'engagement revêtu de la signature électronique du responsable légal ou d'une personne habilitée à cet effet dans le délai qui lui sera prescrit par l'ATIH.

Les candidats sont informés que le scan d'une signature manuscrite n'est pas considéré comme une signature électronique.

A défaut de production des documents dans le délai imparti, son offre sera éliminée. Le candidat classé immédiatement après sera sollicité s'il n'a pas fourni les documents dans son pli. L'opération sera reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables et des offres qui n'auront pas été éliminées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

6.5. Déclaration de sans suite

L'ATIH se réserve la possibilité de déclarer, à tout moment, tout ou partie de la procédure, sans suite pour motif d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

7. Visites

Aucune visite n'est prévue dans le cadre de la présente consultation.

8. Lieu d'exécution

Les prestations seront principalement exécutées dans les locaux du titulaire ou en webconférence.

La réunion de lancement sera réalisée dans les locaux du siège de l'ATIH (à Lyon 3^{ème}) et la réunion de clôture sera réalisée dans les locaux de l'ATIH (à Lyon) ou en webconférence.

En tout état de cause, les frais liés aux déplacements dans les locaux de l'ATIH sont réputés compris dans les prix proposés par le titulaire.

9. Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

10. Modalités de financement et de paiement

La prestation de pilotage et de coordination sera réglée par application du prix forfaitaire figurant dans le bordereau des prix unitaires du lot concerné.

La prestation de support méthodologique de 1^{er} niveau sera réglée par application du prix forfaitaire figurant dans le bordereau des prix unitaires du lot concerné correspondant au nombre de demandes de support traitées par le titulaire à l'issue des prestations.

Les modalités de variation des prix sont précisées dans le CCAPC.

Les sommes dues en exécution du marché public sont payées par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement dans les conditions fixées dans le CCAPC.

11. Avance et acomptes

Le candidat peut demander le versement de l'avance dans l'acte d'engagement. Les conditions de versement et de remboursement de l'avance sont précisées dans le CCAPC.

Des acomptes sont également prévus dans le CCAPC qui précise les conditions de leur versement.

12. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour élaborer leur proposition, les candidats devront faire parvenir leur demande écrite :

- soit directement sur la plateforme PLACE www.marches-publics.gouv.fr ;
- soit par messagerie électronique adressée à : marchespublics@atih.sante.fr.

Aucune question ne pourra être posée par téléphone.

Les candidats pourront poser leurs questions au plus tard **9 jours avant la date limite de remise des offres.**

Seule une réponse commune portant sur des compléments nécessaires à l'établissement de l'offre sera alors adressée à tous les candidats par l'acheteur public, **6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.**

En conséquence, il est exclu de répondre à une demande personnelle émanant d'un candidat.